

De Vienne à l'OMC

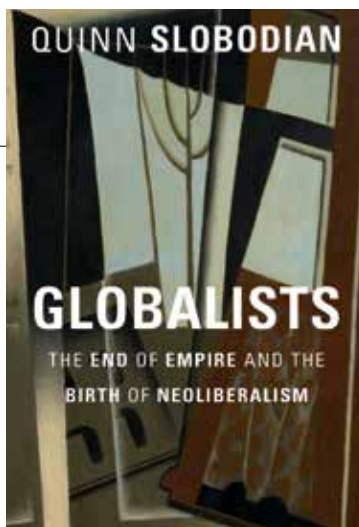
NÉOLIBÉRALISME EST AUJOURD'HUI le sobriquet incontournable affublé à tous les maux de la fin du XX^e siècle et du nouveau millénaire. Souvent galvaudé, il exprime une foi basement matérialiste et superficielle en la supériorité inhérente des marchés, et a été prôné par la première ministre britannique Margaret Thatcher et le président américain Ronald Reagan.

Aujourd'hui, nombre d'éminentes personnalités, dont Charles Moore (biographe officiel de Thatcher), Oliver Letwin (intellectuel conservateur britannique) et l'écrivain David Frum, font leur *mea culpa* et déplorent qu'une meilleure accession à la propriété ait entraîné plus de dettes que de sécurité et que la flexibilité du marché du travail soit une menace plutôt qu'une chance.

Quinn Slobodian, dans son nouvel ouvrage, aspire à retracer une histoire des idées, depuis l'empire des Habsbourg et l'étincelante culture intellectuelle de Vienne jusqu'à l'Organisation mondiale du commerce. Pour lui, la vision finalement dominante de l'ordre économique se souciait moins de liberté, de laisser-faire et de l'héritage d'Adam Smith que de la protection de la propriété contre les exigences politiques radicales issues autant du socialisme que du nationalisme.

L'ouvrage s'intéresse moins à l'infrastructure financière de la mondialisation qu'à la gestation du régime commercial international actuel. Un certain nombre d'amusantes révélations montrent comment ont pris naissance à Vienne bon nombre d'opinions modernes sur la mondialisation — menacée par des murailles tarifaires, vulnérable à une spirale de repli des échanges. Clive Morrison-Bell, de la Chambre de commerce de Vienne, avait réalisé une carte en relief de l'Europe illustrant en bois les murailles douanières autour des pays, et Oskar Morgenstern, de l'Institut de recherche de Vienne sur les cycles conjoncturels, avait représenté au moyen de graphiques le repli des échanges internationaux lors de la Grande Dépression.

Slobodian place sa généalogie au-dessus des écoles de pensée de Virginie (théorie des choix publics) et de Chicago (monétarisme et déréglementation). Les principaux protagonistes de la nouvelle histoire, Friedrich Hayek et Wilhelm Röpkes, réagissaient à trois chocs : la Première Guerre mondiale, la Grande Dépression et la décolonisation. Pour y répondre, ces pionniers de la pensée ont tourné leur



Quinn Slobodian
Globalists: The End of Empire and the Birth of Neoliberalism
 Harvard University Press,
 Cambridge, MA, 2018, 381 pages,
 35 dollars

regard vers les institutions internationales pour assurer un régime qui garantisse les droits de propriété et une division internationale du travail fondée sur la stabilité. Le premier garant potentiel d'un ordre supranational non territorial a été la Chambre de commerce internationale, puis, ultérieurement, la Société des Nations.

Les héros du néolibéralisme de Slobodian estimaient que cet ordre-là était nécessaire pour contrebalancer l'entreprise politique de démocratisation. Sans garde-fous, la démocratie risquait de faire trop de promesses (impossibles à honorer). L'ordre constitutionnel national pouvait constituer une contrainte, mais il serait plus stable s'il était ancré dans un cadre juridique international.

L'ouvrage de Slobodian est pénétrant et intéressant, mais ne va peut-être pas suffisamment loin. Il avance que ses héros défendent la propriété uniquement pour préserver le *statu quo*. Cette interprétation n'est toutefois pas convaincante : les pères du néolibéralisme moderne de l'entre-deux-guerres réagissaient au monde des années 30, dans lequel la propriété faisait l'objet de confiscation arbitraire — souvent en fonction de l'identité nationale, raciale, ou religieuse —, partie intégrante du travail de marginalisation, de déshumanisation et, en définitive, de destruction. Leur analyse ne peut pas être utilisée pour s'opposer à la fiscalité, même élevée et progressive, tant qu'elle est appliquée de façon équitable et impartiale. La défense de la propriété relevait et émanait d'une préoccupation plus profonde, celle de la protection de la dignité humaine. **FD**

HAROLD JAMES, historien, université de Princeton et FMI.